

LA SOCIÉTÉ CIVILE APPELLE EMMANUEL MACRON À L'EXEMPLARITÉ, À LA SOLIDARITÉ ET À LA FERMETÉ

CLIMAT – G7 le 24 mai, 2017 https://350.org/fr/press-release/132053/?akid=22357.2556710.8iFd46&rd=1&t=7&utm_medium=email&utm_source=actionkit



photo truquée: Alexandre Théric

Ce jeudi matin, une délégation d'associations et ONG environnementales françaises a été reçue à sa demande, à l'Élysée, par le cabinet d'Emmanuel Macron. La délégation était composée d'un "défenseur de l'eau" (chef de la tribu Esto'k Gna, qui lutte contre les projets d'infrastructures fossiles aux États-Unis) et de représentants de 350.org, Alternatiba, les Amis de la Terre, Attac France, Oxfam France et du Réseau Action Climat.

Alors que le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris, adopté à l'issue de la COP21, pourrait être officialisé après le G7 (qui se tient ce week-end), la délégation a remis une lettre exhortant Emmanuel Macron à "faire preuve de volontarisme, c'est à dire d'exemplarité, de solidarité et de fermeté", pour tenir les engagements pris à l'issue de la COP21.

Pour les signataires de la lettre, il s'agit en effet de ne pas rater le début de la séquence internationale qui, du G7, nous mènera à la COP23 (à Bonn fin 2017), dont la présidence est cette année assurée par les Fidji.

Voici la lettre remise à Emmanuel Macron :

Monsieur le président de la République,

Au cours de la campagne électorale, vous avez à plusieurs reprises fait part de votre détermination à respecter les engagements de la COP21.

Les jours qui viennent sont décisifs pour le devenir de l'Accord de Paris. Notre capacité à tenir l'ambition d'un maintien du réchauffement climatique au plus près de la limite de 1,5°C est mise à l'épreuve.

Donald Trump pourrait en effet annoncer dans les prochains jours le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris – et même s'il renonce à ce projet, nul ne doute qu'il fera peu de cas des engagements pris par son prédécesseur.

L'heure n'est pourtant plus aux atermoiements. Les impacts des dérèglements climatiques se font chaque jour plus destructeurs. La crise alimentaire qui sévit actuellement en Afrique de l'Est, touchant près de 13 millions de personnes, est exacerbée par le changement climatique. Les pays les plus vulnérables, qui sont, vous le savez, les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, exhortent la communauté internationale à orienter les financements vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie ainsi que vers l'adaptation au changement climatique – assurément pas vers

les activités qui contribuent au dérèglement du climat. Les membres du Climate Vulnerable Forum, une coalition de pays vulnérables aux impacts des changements climatiques, se sont engagés eux-mêmes à passer à un mix-énergétique 100% renouvelable d'ici à 2050. La France peut jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre comme dans l'élargissement de cet engagement.

Pour y parvenir, nous devons geler le développement de tout nouveau projet d'infrastructure fossile – gaz inclus, sous peine de nous engager irrémédiablement sur la trajectoire d'un réchauffement supérieur à 2°C. Ce gel n'aura de sens que s'il est conçu comme une première étape, dans la sénescence programmée de l'industrie fossile.

Faire preuve de volontarisme, signifie aujourd'hui faire preuve d'exemplarité. Alors qu'il nous faut organiser la sortie des énergies fossiles, de nouveaux projets d'infrastructures fossiles sont développés dans le monde entier, y compris en France, en Europe et dans le reste des pays membres du G7. Alors qu'il est du devoir des pays développés d'engager en premier leur transition vers du 100% renouvelable, et de soutenir celle des pays en développement, les bailleurs publics et privés continuent de financer la construction de nouveaux projets fossiles. La France ne fait malheureusement pas exception : des institutions telles que la CDC, dont la BPI (et au niveau européen la BERD), des entreprises comme Total ainsi que les grandes banques sont impliquées dans de nombreux grands projets d'infrastructures de transport fossile.

La France doit aussi faire preuve de solidarité vis-à-vis des pays en développement en renouvelant l'engagement d'augmenter ses financements climat, notamment pour les pays les moins avancés et pour l'adaptation aux impacts du changement climatique.

Faire preuve de volontarisme implique également de faire preuve de fermeté. Aux Etats-Unis, l'administration Trump relance des projets auparavant abandonnés pour leurs risques sur le climat et les populations, à commencer par les peuples autochtones en première ligne de leurs impacts. Monsieur le Président, nous vous demandons de ne pas manquer l'opportunité unique que représente le premier G7 de votre quinquennat de prendre des mesures et positions fortes pour le climat et les populations, comme contrepoids aux renoncements de Donald Trump.

Nous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.